

TALAN FEMINISTA
JUNEA
2020



Ol sailaren

ARMEN
TIA IKASTOLA

21
ean

TALAIA FEMINISTA UNEA 2026:

Cette année, nous nous adressons à vous avec de nombreuses questions afin de continuer, avec vous, à renforcer la communauté des femmes* souverainistes et indépendantistes basques.

Nous tenterons d'apporter des réponses et d'imaginer les pistes pour relever les défis que nous impose la réalité, lors de la réunion annuelle nommée Talaia Feminista Unea. Nous y analyserons les événements de l'année 2025 qui ont été les plus significatifs pour nous*. Vous y êtes les bienvenues.

Sommaire

PROCESSUS DE PRÉCARISATION.....	1
Une brève introduction avant d'aborder le texte.....	1
Processus de précarisation	2
Précarité.....	2
Résistances et existences que nous souhaitons transformer.....	3
PROCESSUS DE DROITISATION.....	5
Contexte mondial et local	5
Féminisme et antifascisme	6
Recaractériser le fascisme	7
Questions à débattre	9
LA SOUVERAINETÉ EN DÉBAT	10



PROCESSUS DE PRÉCARISATION

Une brève introduction avant d'aborder le texte

Comme vous pouvez le constater, nous avons divisé le texte en trois parties afin de lancer le débat. Comme à notre habitude, nous souhaitons commencer par partager notre diagnostic, mais nous ne voulons pas limiter cet exercice à une simple description de la situation. Notre préoccupation et le débat que nous vous proposons portent sur la place que nous occupons au sein la situation que nous traversons actuellement. Dans la deuxième partie, nous tenterons d'observer la précarité sous cet angle, afin de déterminer si toutes les analyses réalisées jusqu'à présent sur la précarité et le processus de précarisation sont valables ou si, au contraire, nous devons les actualiser pour les analyser correctement. Enfin, nous parlerons de nous-mêmes, en tant que pays, femmes*, féministes, afin de réfléchir aux stratégies adoptées pour faire face au processus de précarisation.

Étant donné que le but de ce texte est de susciter le débat, nous vous proposons un script. Ouvert. Vous êtes bien sûr libres de le corriger, de l'enrichir, de le compléter ou d'en exclure ce qui vous semble nécessaire au profit du débat.

Processus de précarisation

Étant donné qu'il s'agit d'un problème qui existe depuis longtemps et, comme prévu, sachant que si nous n'apportons pas de changements, la situation ne fera qu'empirer, quelle est la nouveauté, l'ampleur de la crise, ou sommes-nous face à une nouvelle crise d'une autre dimension ? Si tel est le cas, qu'est-ce qui a changé et quels sont les enjeux ?

Les conditions de vie deviennent plus difficiles parce que le marché a envahi tous les aspects de notre vie, sans aucune mesure ni limite. Les réformes mises en œuvre à la suite de la crise de 2008 avaient, entre autres, cet objectif. L'augmentation du coût des ressources essentielles démontre de manière flagrante que ni le marché ni ceux qui le gèrent n'ont de limites.

Il n'y a aucune volonté d'imposer des limites au marché. Il n'y a aucune disposition visant à soustraire à la logique du marché les ressources et les services nécessaires pour garantir les droits, ni à donner la priorité aux besoins des citoyens sur les intérêts économiques. On peut également se demander si, même en cas de volonté, il y aurait le pouvoir de le faire.

La population dispose de moins en moins de ressources économiques et politiques pour faire face à ce processus ou s'en protéger. Les données indiquent également une répartition inégale des ressources entre la population, et cette situation ne nous affecte pas toutes de la même manière.

Dans le même temps, la crise des soins à la personne s'intensifie, devenant un nouveau secteur d'activité, et la division sexuelle du travail se reconfigure, accentuant les inégalités liées au racisme et à la migration. La précarité exerce une pression accrue sur les tâches liées aux soins.

Nous connaissons bien les conséquences : la pauvreté et la précarité qui touchent différemment les divers groupes ; diminution de l'intervention publique, recul dans le domaine des droits ; accumulation de la richesse, de moins en moins répartie, tant au niveau mondial que local...

Nous connaissons bien tout cela, mais nous ne l'avons pas vécu comme aujourd'hui depuis la mise en place du modèle dit « de l'État providence ». Et c'est là que, selon nous, se situe le débat : même si la crise nous est familière, la question est de savoir si la différence réside dans son ampleur ou si nous sommes confrontés à une crise d'une autre dimension. Autrement dit, si nous sommes confrontés à une crise qui met en péril la reproduction sociale elle-même.

Peu importe le nom que nous lui donnons, il est essentiel d'analyser si nous nous trouvons dans une situation ou dans une autre ; car si nous sommes confrontés à un nouveau scénario, il est nécessaire de reconstruire les concepts et/ou les interprétations que nous avons utilisés jusqu'à présent afin de les adapter au nouveau contexte.

Précarité

Tout comme le féminisme a critiqué et complété la définition de la précarité qui se limitait à la perte des conditions de travail et de vie, aujourd'hui, la perspective féministe reste fondamentale pour que personne ne soit exclu de l'image qui reflète la dureté de la réalité. En effet l'interprétation de cette image, nous renvoie à une question que nous considérons pertinente : vivons-nous des situations précaires ou notre vie est-elle précaire à ce stade du système ?

Outre la dimension matérielle que nous connaissons si bien, la précarité englobe d'autres dimensions. La dimension émotionnelle, par exemple, compte tenu du malaise et de la frustration qu'elle provoque. Ou la dimension politique, car elle a un impact direct sur la capacité de participation

sociopolitique... En ce sens, il est facile de relier la précarité à la question de la santé mentale que nous avons analysée dans le précédent dossier de Talaia Feminista de 2024, et de constater qu'elle est l'un des facteurs sous-jacents à la perte de démocratie.

Si nous définissons la précarité en tenant compte de toutes ces dimensions, de nombreuses questions se posent. Par exemple, notre vision de la précarité est-elle dépassée ? Nos revendications face à la précarité sont-elles désormais insuffisantes ? Quelle place la précarité doit-elle occuper dans le débat et dans l'agenda féministe ? Comment pouvons-nous intégrer les différentes dimensions dans le discours et dans la lutte contre la précarité sans minimiser l'importance de la dimension matérielle ?

De même, la précarité n'est pas seulement une situation que nous vivons individuellement, mais aussi, en tant que travailleuses, une agression que nous subissons et affrontons collectivement, et en tant que pays, un problème politique qui nous affecte. À l'heure où nous assistons à l'anéantissement du modèle social, nous avons le sentiment que la précarité est devenue le modèle de domination actuel du système. Ainsi, l'existence est devenue un régime pour la majorité des secteurs populaires. Alors, quelle est ou où se trouve la « protection » ? L'extrême droite sait très bien qui doit être protégé et qui ne mérite pas une telle considération. De notre côté, allons-nous répondre à la disparition du modèle social en défendant le modèle social ?

Résistances et existences que nous souhaitons transformer

Dans cette dernière partie, nous souhaitons aborder les luttes que nous avons menées, les réponses collectives dont l'objectif est la transformation ou les voies qui doivent être empruntées pour survivre. De plus, nous souhaitons en débattre à partir du processus de transition que nous voulons mener à bien, car pour transformer les choses en profondeur, nous devons les analyser à partir de la perspective critique que nous apporte (et nous impose) le féminisme.

La conjoncture nous amène à affirmer que nous sommes dans un processus de d'anéantissement de l'État-providence, mais nous sommes conscientes qu'il ne s'agit pas d'une situation conjoncturelle. Les limites du capitalisme, du marché, du pouvoir économique s'effondrent et nous sommes convaincus que la défense des conditions matérielles est fondamentale et doit devenir une lutte prioritaire. Cependant, nous sommes également conscientes que ces luttes ne seront productives et efficaces que dans la mesure où elles contribueront à faire progresser la démarchandisation et la défamilialisation.

La grève générale pour le salaire minimum montre qu'au Pays Basque, nous avons une capacité de résistance et que nous luttons pour mettre un frein à la précarisation. Ce n'est pas le seul exemple : il y a aussi l'initiative législative populaire pour des retraites dignes, ainsi que les luttes contre la baisse du pouvoir d'achat et pour la défense des services publics. Dans la mesure où les luttes pour ne pas perdre ce que nous avons (des salaires équitables, des sources de revenus suffisantes, la possibilité d'avoir accès aux droits fondamentaux) sont collectives, elles deviennent des stratégies de résistance. En d'autres termes, ces luttes que nous menons aux côtés de ceux qui n'ont rien à perdre sont des stratégies de résistance. En tant que féministes, ici au Pays Basque, et maintenant, dans le contexte que nous avons décrit :

Quelles sont les stratégies que nous considérons comme actives et susceptibles de progresser ? Quelle est notre interprétation de celles-ci et quels sont les engagements que nous devrions prendre ?

Si nous approfondissons davantage et analysons ces résistances à partir du processus de transformation que nous revendiquons, quelles conditions la lutte en faveur des conditions matérielles doit-elle nous garantir ? En visant des « vies qui méritent d'être vécues », quelles sont les attentes que nous voulons garantir ? Quelle est la société que nous aspirons à reconstruire ? Quels sont les emplois essentiels que nous devons garantir ? Lesquels voulons-nous abandonner ? Que signifie « dé-familiariser » et « démarchandisation » ? Et quel est le parcours et l'avenir que peuvent avoir ces deux processus si la lutte pour la récupération du modèle de bien-être social prévaut ?

Il est évident que ces questions n'ont pas de réponse simple ni de réponse déterminée. À notre avis, c'est le débat lui-même qui nous place dans le moment présent. Il nous permet d'analyser, en fonction de l'avenir que nous voulons construire, où nous en sommes et ce que nous faisons, sans avoir à rester enchaînés aux réalités que nous avons tant critiquées et combattues dans le passé.



PROCESSUS DE DROITISATION

Contexte mondial et local

Il suffit d'observer les résultats électoraux dans le monde, en Europe et au Pays Basque pour constater que la montée de l'extrême droite n'est pas une invention, les votes le prouvent. Mais attention : la réaction conservatrice ne peut être mesurée uniquement à travers les résultats électoraux, et leur analyse ne suffit pas à elle seule à expliquer les conséquences que cette réaction peut avoir sur nos peuples et nos régions. Parallèlement, des structures politiques, économiques et sociales émergent et se renforcent et celles-ci doivent également être prises en compte.

La montée de l'extrême droite, l'expansion des idées conservatrices et l'organisation de mouvements réactionnaires ne sont pas uniquement liées à la privatisation et, par conséquent, à l'appauvrissement généralisé qui se produit depuis quelques années. Il est vrai que dans un contexte de crise et de polarisation croissante, la colère s'intensifie et, avec elle, les formes d'expression de la suprématie blanche se multiplient. En l'absence de crise et de processus de privatisation, lorsque les conditions de vie sont meilleures, il est plus difficile d'observer de tels phénomènes.

Le fait est que cette crise coïncide avec la rupture, ou du moins avec la perte d'hégémonie d'un sujet jusqu'alors universel, dominant, incontestable et tout-puissant ; et cette perte a des conséquences directes tant à droite qu'à gauche.

En effet, l'idéologie patriarcale traverse les deux camps. En général, le système qui organise notre vie quotidienne est patriarcal, ce qui implique que la défense de la supériorité de l'homme blanc tend à devenir de plus en plus violente, et que la droite et les mouvements réactionnaires vont d'une part continuer à lutter pour maintenir leur position de sujets dominants et de l'autre à discipliner les corps.

Cependant, cette réaction ne peut être comprise sans tenir compte des progrès réalisés par le féminisme, le mouvement féministe et les droits des femmes au cours des dernières décennies. Celles-ci constituent l'une des principales causes de cette réaction. La réaction conservatrice n'est pas nouvelle, elle ne vient pas de naître, elle n'a pas de cause unique. Nous devons l'analyser de la manière la plus complexe possible si nous voulons bien comprendre ce qui se passe.

Les interprétations de la montée de l'extrême droite, du fascisme ou de la vague conservatrice faites dans une perspective patriarcale ne nous aident pas à expliquer pourquoi, en général, ce sont les hommes blancs – et non les femmes – qui réagissent à l'effet du processus d'appauvrissement, même si ce sont les femmes racialisées, transgenres et queer qui s'appauvrissent le plus dans tous les processus de privatisation.

Ce processus, qui se déroule à l'échelle mondiale, se concrétise bien sûr de manière très différente selon le contexte : il ne se manifeste pas de la même manière en Argentine, en Pologne, en Andalousie ou au Pays Basque. Dans chaque territoire, il prendra des formes spécifiques et se heurtera à d'autres forces politiques et phénomènes sociaux de ce territoire. En outre, ce processus s'adapte, s'affronte et se manifeste de différentes manières.

Féminisme et antifascisme

Du point de vue du féminisme, nous n'avons jusqu'à présent pas situé notre cadre dans l'antifascisme (même si certaines d'entre nous comprennent le féminisme comme antifasciste), car il s'agissait d'un imaginaire très masculin. Nous situer désormais au sein ce cadre nous pose de nouveaux dilemmes. D'une part, des opportunités et des conflits surgissent lorsque nous établissons des alliances avec ceux qui se sont jusqu'à présent situés dans l'antifascisme. Avec tout ce que cela implique lorsque des féministes font irruption dans un espace non féministe. D'autre part, nous sommes confrontées à un choc discursif, car il existe des discours antiféministes dans l'antifascisme, et il n'est pas facile de situer le cadre féministe dans l'antifascisme. L'introduction de nos discours ne fait pas l'objet d'une acceptation généralisée.

De plus, le fait que nous situions certains discours associés au « féminisme » dans le fascisme et l'extrême droite augmente les conflits internes au mouvement. Au Pays Basque Sud en particulier, « minimiser » les conflits politiques au profit des accords facilite la justification de certains discours. Le désir d'atteindre l'hégémonie brouille les discours et fait perdre leur radicalité, et dans cette perte de radicalité, certains discours sont plus facilement acceptés.

Le flou de certains discours et la dérive et la résignation générales actuelles peuvent intensifier la tendance à l'individualisme, soit en adoptant le cadre libéral, soit par commodité, en adoptant des comportements similaires à ceux du cadre néolibéral. La tendance à l'individualisme représente une grande opportunité pour renforcer le cadre néolibéral.

Recaractériser le fascisme

Il est essentiel de redéfinir le fascisme et de déterminer comment il se manifeste ici et maintenant. Il sera nécessaire de définir (et donc de limiter) la réaction fasciste. Nous devons l'identifier à des formes spécifiques, car sinon nous risquons d'aboutir à la logique selon laquelle tout est fascisme, et si tout est fascisme, rien ne peut l'être. En même temps, en définissant le fascisme, nous définirons également la lutte contre celui-ci : nous identifierons l'antifascisme comme une lutte contre les réactions fascistes concrètes, en orientant l'élan antifasciste vers des luttes émancipatrices spécifiques.

Nous considérons qu'il est extrêmement important de parler de la relation et des différences entre les réactions antiféministes et le fascisme. Nous devons comprendre la réaction des hommes et l'expansion du fascisme comme des phénomènes distincts, même s'il existe un lien entre les deux.

D'une part, les hommes réagissent à l'augmentation du pouvoir des féministes, des femmes, des transgenres et des lesbiennes. Cette augmentation du pouvoir est le résultat de décennies de luttes et de victoires, et elle a un impact direct sur la vie des hommes : notre autonomisation signifie leur désautonomisation. La réaction est la réponse qu'ils donnent en tant que groupe à la perte relative de leurs privilèges. Cette réaction se manifeste tant à droite qu'à gauche, mais de manière différente.

Elle est plus évidente chez les jeunes hommes, non pas parce que les jeunes sont plus machistes que les adultes, mais parce que, au contraire, ce sont eux qui subissent la plus grande perte de privilèges. L'attitude d'égalité que les jeunes hommes doivent adopter face à la société est plus profonde que celle qui est exigée des plus âgés. Si cette réaction est déjà préoccupante en soi, les positions qui peuvent être adoptées par différents courants politiques sont encore plus inquiétantes : depuis la disparition du féminisme des agendas politiques (par crainte de la réaction) jusqu'à la légitimation d'options politiques qui excluent directement les féministes et, en général, les femmes, les dissidents, etc. dans une tentative de recréer à nouveau le sujet universel (homme blanc hétérosexuel...).

D'autre part, le fascisme se manifeste en réponse à une crise du système. Cette réponse vise à imposer le même système par la force, en le transformant en sa forme d'expression la plus violente. Les filles, les trans et les lesbiennes sont touchées de la manière différente : en raison de la misogynie, de la tendance à identifier la lutte féministe comme la cause des problèmes sociaux, ou des déclarations qui criminalisent notre lutte. En ce sens, nous réaffirmons la nécessité d'exercer l'antifascisme également à partir de la lutte féministe.

Il est évident que ces phénomènes sont interdépendants, car le fascisme alimente la réaction des hommes.

Cependant, le fait qu'ils soient liés ne signifie pas que nous devons les considérer au même niveau.

Il est important de faire la distinction entre la réaction des hommes et le fascisme, et d'éviter de qualifier de fascistes toutes les agressions antiféministes, pour diverses raisons :

- 1) *tout* qualifier de fascisme peut conduire à ce que rien ne soit fascisme, nous courons le risque de nous perdre dans l'ampleur du terme ;
- 2) les mécanismes et les formes de lutte féministe spécifiques pour faire face aux agressions sexistes peuvent se diluer dans le vaste mouvement antifasciste ;

3) lorsque nous parlons de fascisme, le conflit est toujours extérieur : attribuer les causes de la réaction des hommes à un fascisme extérieur peut faire disparaître la responsabilité des hommes ;

4) étant donné que la réaction des hommes est une réponse aux victoires obtenues grâce à la lutte féministe, l'attribuer au fascisme peut entraîner la non-reconnaissance ou la dépolitisation des victoires obtenues.

Nous considérons qu'il est fondamental d'observer le contexte spécifique du Pays Basque pour parler de l'éventuelle implantation du fascisme dans notre pays.

D'une part, il est crucial d'abandonner l'idée que cela ne peut pas arriver dans notre pays. L'exemple de l'Argentine a souvent été mentionné : il existait une croyance profondément enracinée selon laquelle il était impossible que le fascisme s'installe en Argentine, en raison de la force des mouvements sociaux, de la rupture avec la dictature et du fait que l'État criminel argentin avait été jugé... En d'autres termes, parce qu'un processus de démocratisation profond avait influencé le sens commun de la population. On pensait qu'ils étaient dans un état d'immunité, et aujourd'hui, c'est l'extrême droite qui gouverne. En ce sens, ce serait une erreur de penser que notre pays possède une sorte d'ADN qui empêche l'arrivée du fascisme.

Cependant, la situation du Pays Basque n'est pas la même que celle d'autres pays. La consolidation des luttes menées au cours des dernières décennies dans notre pays a conduit à ce que le sens commun au Pays Basque soit plus à gauche, plus féministe... en général que celui de du monde occidental. Il existe également plusieurs éléments clés d'actualité : de nombreuses organisations et mouvements politiques émancipateurs, un vaste tissu communautaire et des médias de gauche tant au niveau national que local. Et il est important de garder à l'esprit les points suivants : 1) afin de pouvoir tirer parti de cette corrélation des forces ; 2) parce que l'élaboration de diagnostics précis est essentielle pour une gestion efficace.

Nous avons donc besoin de nos propres diagnostics sur le fascisme, axés sur Euskal Herria : en les situant dans un rapport de forces qui nous est propre et, dans le même temps, en abandonnant l'idée d'immunité.

Au sujet de la nécessité d'abandonner l'idée d'immunité, il serait intéressant de souligner qu'il existe une série de « passerelles » qui peuvent faciliter l'entrée du fascisme dans les mouvements sociaux. Dans les contextes de crise, ces passerelles se multiplient et occupent des positions exclusives dans la défense des droits du sujet essentiel ou pur :

- De l'abertzalisme → vers une nation exclusive : agir contre les migrants en affirmant qu'ils mettent en danger l'identité nationale.
- De la défense de la classe → vers l'essentialisme de classe : considérer la classe ouvrière comme universelle et voir le mouvement féministe, antiraciste, etc. comme un facteur de division de la lutte des classes.
- Du féminisme → vers le « telf » : affirmer que les personnes transgenres constituent une menace pour la défense des femmes et de leurs droits.
- De la défense de la terre → vers les théories du complot : nier le caractère systémique des problèmes environnementaux, en les attribuant à des ennemis cachés.

En ce sens, la clé réside dans la fermeture claire de ces passerelles depuis les différents domaines de lutte et mouvements sociaux, et dans l'établissement d'un cadre féministe et antifasciste face aux discours banals, simplistes et oppressifs.

Questions à débattre

1. Concernant le contexte

- 1.1. Où et comment les discours d'extrême droite trouvent-ils un écho au Pays Basque ?
- 1.2. Savons-nous faire la différence entre l'extrême droite, le fascisme et les processus de droite ?
- 1.3. Devons-nous considérer la réaction des hommes et l'expansion du fascisme comme des phénomènes distincts, même s'il existe un lien entre eux ? Comment pouvons-nous les différencier ? Quelles en sont les conséquences ?

2. Concernant le fascisme

- 2.1. En évitant la logique selon laquelle tout est fascisme (si tout est fascisme, rien ne l'est) et en nous concentrant sur le Pays Basque, comment identifions-nous le fascisme ? Le fascisme est-il une réponse qui s'active lorsque le système entre en crise ? Comment identifions-nous la lutte contre le fascisme ?
- 2.2. Même si notre pays ne possède pas d'ADN qui empêche le fascisme de s'implanter, existe-t-il au Pays Basque un sens commun plus à gauche et plus féministe ? Comment tirer parti de cette corrélation des forces ? Comment la protéger ?
- 2.3. Quels sont les passerelles qui peuvent ouvrir la voie au fascisme dans les mouvements sociaux ?

3. Concernant les réactions patriarcales

- 3.1. La réaction patriarcale est-elle la réponse apportée par les hommes blancs en tant que groupe face à la perte relative de leurs privilèges ?
- 3.2. Comment cela se traduit-il au sein d'EH ?

4. Concernant le féminisme et le fascisme

- 4.1. Quelle place doit occuper l'antifascisme au sein du féminisme ? Et quelle place doit occuper le féminisme au sein de l'antifascisme ?
- 4.2. Comment éviter les passerelles vers le fascisme qui peuvent émerger au sein du féminisme ?

5. Pour l'avenir

- 5.1. Comment allons-nous développer notre propre cadre féministe antifasciste ?



LA SOUVERAINETÉ EN DÉBAT

Table ronde

Le génocide en Palestine, la guerre en Ukraine, l'agression impérialiste au Venezuela et la menace d'invasion du Groenland dont l'objectif ultime est de piller ses ressources. Tel est le climat qui règne actuellement. Une constatation s'impose : nous sommes en train de perdre notre souveraineté. Les impérialistes du Nord continuent de violer la souveraineté des petits États et des petites nations et de voler leurs ressources, au détriment du territoire, des peuples, des corps et des vies. Avec le retour de Trump, la souveraineté, le protectionnisme économique et l'idéologie suprémaciste et conservatrice sont au centre du débat. Bien sûr, cela va de pair avec les intérêts réactionnaires du capital. Pour favoriser l'accumulation de capital par une minorité et les grandes puissances, on vole la souveraineté des majorités (des peuples, des territoires, de la main-d'œuvre la plus précaire, des personnes racialisées, des femmes*... de toutes les personnes invisibles). Le système capitaliste persiste, plus que jamais, dans sa trajectoire contre la vie et en faveur de l'accumulation du capital.

Dans ce contexte, l'année 2025 a accéléré un processus : la crise de l'architecture et du régime international qui a émergé après la Seconde Guerre mondiale. Où en sont le concept et le cadre de la mondialisation - néolibérale, économique, financière, culturelle... - et du développement supposé infini - aux dépens de qui ? - qui régnaient en maître au cours des décennies précédentes ? Les événements de 2025 montrent que nous nous dirigeons vers un cadre mondial autoritaire et violent, où disparaissent la garantie de souveraineté et toutes les sécurités juridiques, les rares qui existaient. À l'heure actuelle, les cadres d'engagement et le régime international existants ont été érodés, ce qui a établi la loi du plus fort, l'impunité et le pouvoir patriarcal comme norme.

Dans le contexte du Pays bas espagnol en 2025, les répercussions et les répercussions de ces événements internationaux ont été évidentes, notre pays n'ayant ni reconnaissance ni pleine capacité politique. En d'autres termes, notre pays a moins de capacité à agir de manière souveraine et est plus vulnérable face aux atteintes à sa souveraineté. La souveraineté de nos corps, de nos vies, de nos peuples, de nos langues, de nos ressources, de nos lois... est devenue un terrain de jeu.

Que s'est-il passé en 2025 ? Un exemple en est l'intervention judiciaire constante dans les politiques de normalisation de la langue basque. Dans le domaine socio-syndical, la majorité syndicale a réclamé que le salaire interprofessionnel et, de manière générale, toutes les politiques économiques et du travail soient décidés au Pays basque ; les associations basques de retraités ont insisté sur la nécessité que les pensions minimales soient décidées ici. Les territoires basques ont exigé une véritable relation bilatérale *égalitaire* avec les États français et espagnol. Les échos du pouvoir central et de l'État profond évoquent les fantômes du passé. Soit parce qu'ils menacent les espaces de souveraineté des femmes* (droit à l'avortement, refus de la violence machiste, transphobie...), soit parce qu'ils nient l'existence de nations non reconnues/subalternes comme la nôtre, et face à cela, la revendication d'une reconnaissance nationale et l'appel à être « *Un peuple libre !* » ont été présents dans nos rues, nos frontons et nos champs.

Nous avons intégré à l'analyse conjoncturelle réalisée par Talaia Feminista l'hypothèse selon laquelle nous sommes en train de perdre notre souveraineté et que la revendication de souveraineté est désormais au cœur du débat politique. En tant que femmes* féministes souverainistes, il est essentiel pour nous de réfléchir à ce qui se passe actuellement : comment comprenons-nous la souveraineté ? Que se passe-t-il ? comment les femmes* féministes souverainistes basques interprètent-elles ce contexte ? Quelles sont nos positions politiques dans ces conflits de souveraineté ? Comment cela nous affecte-t-il ? Quelles sont les répercussions de cette perte de souveraineté sur les femmes* basques ?

À Talaia Feminista Unea, nous aborderons ce sujet sous différents angles :

Nous ouvrirons la table ronde en essayant de problématiser le débat lui-même autour de la souveraineté, du pouvoir et du droit de décider, des capacités de décision. Pour cela, Uzuri Aboitz nous présentera le cadre de réflexion de la souveraineté féministe. Nous comprendrons la souveraineté comme un processus de récupération tant des capacités que des espaces de liberté pour décider de nos vies.

D'autre part, nous aurons une discussion avec Ainhoa Etxaide et Kizkitza Gil de San Vicente. Nous approfondirons le débat sur la souveraineté depuis notre position de féministes basques. Nous tenterons de répondre aux questions déjà posées : quelle est la capacité de l'Euskal Herria et quelles sont les conséquences de ne pas être pleinement souveraine ? Comment cela nous affecte-t-il ? Quelles sont les souverainetés nécessaires dans la transition vers la libération des femmes* ou vers une Euskal Herria féministe ? Ou inversement, de quelle transition féministe avons-nous besoin pour la souveraineté ? Quels pouvoirs ? Quels sont nos besoins ? Avec qui voulons-nous faire la transition féministe ? Et à l'heure actuelle, où en sommes-nous ? Quelle position politique adoptons-nous face à ces luttes de souveraineté qui se produisent dans la conjoncture actuelle ? Comment nous situons-nous dans les débats autour des statuts politiques ? Quelle est notre position en tant que femmes* féministes souverainistes ?

Enfin, nous utiliserons la plénière pour approfondir le débat et tirer des conclusions : comment ce manque de souveraineté nous affecte-t-il ? Que devrions-nous faire pour renforcer notre pouvoir et notre capacité de décision ? Avec qui devrions-nous le faire ?